

Amiral Pierre Vandier : En Indo-Pacifique, « nous affrontons une logique d'étouffement »

Le chef d'état-major de la marine française s'inquiète du déploiement militaire de la Chine dans la région.

La marine française a effectué en 2021 des déploiements significatifs dans l'Indo-Pacifique, où s'observe une montée en puissance de la Chine. Son chef d'état-major, l'amiral Pierre Vandier, a répondu aux questions du *Monde*, mardi 8 juin, pour en dresser le bilan.

L'armée chinoise a récemment multiplié les démonstrations militaires en Indo-Pacifique : elle a massé 200 bateaux devant l'îlot Whitsun revendiqué par les Philippines, cartographié les fonds de l'océan Indien avec des drones, envoyé vingt chasseurs J-20 dans la zone de défense aérienne de Taïwan... Comment analysez-vous ces comportements ?

Nous avons beaucoup d'éléments qui montrent un changement de posture. Nos bateaux sont systématiquement suivis, parfois contraints de manœuvrer face à des navires chinois pour éviter une collision, au mépris des règles de la liberté de navigation que nous défendons. Certaines de nos escales dans des pays de la région où nous avons des habitudes de passage sont annulées au dernier moment, sans explications claires.

Une pression « sanctuarisante » s'étend au-delà de la première chaîne d'îles en mer de Chine [la ligne dite des « neuf traits » considérée par la Chine comme sa frontière immédiate]. Cette chaîne a été poldérisée, des porte-avions fixes sanctuarisent l'espace, et viennent en quelque sorte fissurer la compréhension du droit international qui était partagée par tous. Au-delà, des logiques de contrainte s'exercent sur certains pays, ici pour ne pas forer, là pour ne pas accueillir de navires étrangers... Le développement militaire chinois répond évidemment à une volonté politique, et le livre blanc de la défense chinoise en a exposé les objectifs stratégiques. Le durcissement atteint une nouvelle phase, il était prédictible.

Vous voyez donc plus une logique de bastion que de perturbation des flux maritimes ?

L'approche est essentiellement territoriale au départ, et commerciale. Nous sommes face à une puissance qui a tourné le dos à la mer pendant cinq siècles mais qui, devenue une puissance commerciale mondiale, va devoir se « maritimer ». Nous devons trouver les moyens de discuter avec une puissance qui occupe son espace et s'essaie au rapport de forces. Nous affrontons une logique d'étouffement. L'approche est multidomaines, elle utilise des leviers financiers, économiques, diplomatiques, militaires, et peut exercer sa pression par la guerre hybride, le cyber ou de nombreux autres moyens.

On vient d'apprendre que la marine chinoise va équiper son porte-avions d'un nouvel avion dédié, le FC-31. Est-ce le signe de cette maritimisation et une menace ?

Pour une marine de guerre, plusieurs étapes conduisent à la maîtrise d'un porte-avions : avoir un porte-hélicoptères, puis un navire allongé pour y placer un avion à décollage vertical, ensuite un pont permettant de propulser un avion terrestre « navalisé » à peu de frais. Enfin, pour avoir un véritable avion de combat, il faut une catapulte et un avion spécialisé, conçu pour le navire. Cette ambition avance sous nos yeux.

Un conflit peut-il survenir à Taïwan, comme le pensent certains analystes américains ?

Je resterais prudent. Mais l'accumulation des moyens militaires dans la région est telle que le Rubicon est de moins en moins difficile à franchir. Et chaque jour qui passera d'ici à 2030 rendra cela un peu plus vrai, avec plus de bateaux, plus de missiles... Le coût d'une réaction militaire à une action militaire chinoise à Taïwan augmentera avec le temps, et c'est probablement ce qui est recherché, dans un effort de dissuasion.

Le commandant américain pour l'Indo-Pacifique demande un milliard de dollars (800 millions d'euros) de plus face à la Chine. Et vous ?

La France a une ambition politique cohérente, bien déployée depuis plusieurs années. Cette stratégie est pragmatique. Ce n'est pas une approche par les moyens, elle vise à maximiser nos effets de levier. Cela s'est fait par des accords de coopération gouvernementaux avec l'Inde, l'Australie. Avec des exportations d'armement qui correspondent à de vrais besoins et changent la donne : l'Inde, avec 36 Rafale, est plus puissante et respectée que sans ; même chose pour l'Australie avec ses sous-marins. Et avec des accords de renseignement. C'est une relation structurée par le haut, coordonnée et pas alignée.

Nous sommes de la sorte suffisamment imprévisibles, à la fois amis et autonomes, et valorisant le multilatéralisme, pour compliquer le jeu chinois. Nous travaillons dans des formats variables – nous avons par exemple embarqué pour la première fois les Indiens dans un exercice non bilatéral, « La Pérouse », avec les Américains, les Australiens et les Japonais. Après, nous avons conduit l'exercice « ARC21 » avec les Américains, les Japonais et les Australiens. Nous avons un bon ratio entre notre investissement et notre résultat.

La mission de l'*Emeraude* jusqu'en Australie a préparé celles, plus lointaines et plus longues, du nouveau sous-marin d'attaque *Suffren*. Qu'avez-vous acquis en termes de compétences ou d'interopérabilité avec vos partenaires ?

Nous avons validé un point extrêmement important : l'accès à des endroits sur lesquels nous pouvons nous appuyer – on dirait des « *safe havens* » en anglais. A Perth, en Australie, ou à Guam, nous avons bénéficié d'un niveau de soutien qui nous permettait de réaliser cette manœuvre complexe, de logistique et d'équipage. Manœuvrer un sous-marin nucléaire, ainsi, exige aussi un niveau de coopération élevé, notamment en termes de commandement et de contrôle ; il a été validé. Nous avons par ailleurs, cette année, mis en œuvre cinq fois notre accord logistique avec les Japonais. Cela marche. Nous leur proposons que l'étape d'après, d'ici à deux ans, soit l'escale au Japon d'un bâtiment nucléaire, un porte-avions ou un sous-marin.

La marine va voir ses moyens modernisés, avec de nouveaux avions de surveillance et des drones, mais elle manque de bateaux et elle ne peut pas être partout...

La présence permanente de la marine en Indo-Pacifique repose d'abord sur des forces chargées de la défense de notre souveraineté, à La Réunion, à Mayotte et à Papeete. Ce sont des bateaux dont le système d'armes est le pavillon français. La frégate de surveillance basée à Nouméa effectue tous les ans une mission de contrôle de l'embargo sur la Corée du Nord. En matière de renseignement, nous travaillons avec persévérance à « l'appréciation autonome » de la France. Nous envoyons chaque année notre navire, le *Dupuy-de-Lôme*, en Indo-Pacifique, pour faire notre moisson et pouvoir échanger du renseignement avec nos alliés.

La protection de nos ZEE [*zone économique protégée*] repose également sur nos avions de surveillance maritime. Ils seront remplacés en fin de décennie par les Falcon 2000 aux performances considérablement accrues. Les drones prochainement acquis augmenteront aussi la capacité de surveillance des patrouilleurs outre-mer, en cours de construction. Enfin, les antiques hélicoptères Alouette-3 vont être remplacés par des machines modernes. Autant d'exemples concrets des efforts budgétaires et de modernisation consentis dans le cadre de la loi de programmation militaire.

Pouvez-vous faire plus en Indo-Pacifique ?

On observe dans la région un appétit pour une présence militaire française de plus haut niveau – c'est pourquoi nous planifions des moyens comme le groupe aéronaval. Ils représentent un effort très important pour la marine nationale. Nous sommes confrontés à ce défi. Le format qui a été prévu en 2012 était de 15 frégates, pour intervenir sur trois théâtres – nous sommes présents sur quatre ou cinq théâtres depuis plusieurs années. Notre présence en Indo-Pacifique est donc intermittente à ce niveau-là.

Nos frégates multimissions de premier rang ou nos avisos n'y sont pas aisément transportables, et ils ont d'abord des missions de protection nationale : l'alerte permanente qui permet de sécuriser la dissuasion et nos approches. Nous mettons beaucoup d'énergie en Méditerranée et dans l'Atlantique, et l'Indo-Pacifique demande un effort très particulier.

Qui peut prendre le relais ? Les Allemands avaient promis d'envoyer une frégate, mais ne se coordonneront finalement pas avec les Européens. Peut-on compter sur les Européens ?

Nous arrivons à nous coordonner avec les Allemands dans le cadre des forces de l'OTAN en Méditerranée, pas au-delà pour l'heure. Il faut raisonner par zone. Les Européens sont bien présents jusqu'à Ormuz – des Danois, des Espagnols, des Hollandais viennent dans la mission Agenor de surveillance du détroit. Reste à nous organiser pour être plus coordonnés. Au-delà, nous pouvons travailler dans des missions ad hoc, notamment lors du déploiement du porte-avions. En Indo-Pacifique, nos partenaires australiens sont très présents, ils vont dans le golfe du Bengale, ils ont navigué dans les eaux archipélagiques de façon coordonnée avec nous. Le cadre de notre action est un alignement fin entre des partenariats, des moyens, une coordination avec les autres armées.

Vous avez beaucoup développé les liens avec la marine américaine. Qu'attend-elle de vous en Indo-Pacifique ?

Mon homologue a été très satisfait de notre travail dans la force opérationnelle TF 50, quand nous avons remplacé, en mars, avec le *Charles-de-Gaulle* et son escorte, un groupe aéronaval américain dans le Golfe. Cela soulage les Américains qui sont en tension quant au nombre de leurs porte-avions et veulent être plus présents en mer de Chine. Le niveau auquel on est capables de discuter fait que nous pourrions, en cas de besoin, opérer plus ensemble sans beaucoup de préavis. L'effort de connectivité que nous avons réalisé pour mettre le groupe aéronaval sous commandement américain est transférable ailleurs, c'est une licence d'opérabilité. Nous avons les mêmes concepts d'emploi et de défense des porte-avions, les mêmes concepts d'opérations. Ce qui fait l'interopérabilité, c'est la connectivité, la compatibilité des systèmes d'armes et la cohérence tactique.

Quels sont les défis que pose la puissance chinoise pour l'avenir ?

L'enjeu est collectif, il s'agit d'établir un *modus vivendi* avec la Chine, le *modus operandi* d'un dialogue qui apporte de la sécurité. Personne n'a envie de faire la guerre. Dans quelques années, nous pourrions ne plus franchir un détroit sans avoir la présence de frégates chinoises, voire être empêchés de les franchir. Nous aurons un niveau de pression élevé, assorti de manœuvres de subordination des pays riverains. Les Chinois sont en train de lâcher une puissance militaire très importante. Ils se comportent d'une façon qui pose des questions sur leurs intentions. Nous sommes obligés d'être au contact, car nous avons près de 2 millions de ressortissants dans la zone et nous participons aux forums de sécurité régionaux. Qu'on le veuille ou non, nous sommes pris par une montée des tensions. Nous sommes dans un jeu d'« influence contre influence », lié de part et d'autre à une démonstration de pugnacité dissuasive.

Nathalie Guibert et Elise Vincent